

# CDC : Attention grosse manip !

**Fin août, le gouvernement annonçait un "rapprochement" entre La Poste et la CDC ■ A l'issue de l'opération, l'Etat deviendra minoritaire au capital ■ Une partie de "Monopoly" qui ne sera pas sans conséquence pour les personnels et pour leurs conditions de travail !**

**À  
G  
U  
I  
C  
H  
E  
T  
E  
R  
N  
E  
M  
E  
N  
T  
O  
U  
V  
R  
T**

## LBP, une banque comme les autres...

Lors de sa création, il y a un peu plus d'une dizaine d'années, dans sa communication, elle s'autoproclamait : "Une banque pas comme les autres" ! En 2018 on ne peut que constater qu'elle a le profil de ses sœurs. Le bilan est édifiant : la banque "citoyenne", autre artifice de communicant-es, a le comportement de n'importe quelle autre banque. Ses tarifs ont explosé, ou plutôt ses crocs ont poussé. Quelques exemples : les frais de tenues de comptes, les rejets de prélèvements... La liste est longue et les plus démunies sont les plus touchées. Pour preuve supplémentaire, les titulaires de compte se sont vus "triés" (MS1, MS2...), selon l'épaisseur de leur portefeuille ! Quant à nous vanter qu'elle deviendra, avec ce "rapprochement", une "bancassurance", c'est occulter plus de trente ans de patenariat avec la CNP !

## Des changements à marche forcée !

La version officielle de cette opération est la volonté de créer un "pôle financier public". En quoi cela implique-t-il des fusions ? Ce pôle devrait être un choix politique. Les établissements publics (LP, CNP, CDC, Banque Public d'Investissement, Banque de France...) pourraient travailler en étroite collaboration sans passer par ce mécano financier. En revanche, La Poste, depuis l'arrivée de Wahl, communique tous azimuts sur l'urgence de mettre en place un autre modèle économique. Le Courrier serait une activité en voie de totale disparition alors que dans le même temps l'entreprise n'arrive pas à remplir l'une de ces

principales missions de service public : délivrer le courrier 6 jours sur 7. Il y a sûrement un hiatus ! Pour SUD PTT, il ne faut pas chercher la raison bien loin. Les nouvelles organisations de travail mises en place lors de chaque restructuration ne sont ni stables, ni viables. Le seul but est de tirer sur les coûts en supprimant des emplois. Ou comment accuser son chien d'avoir la rage... pour mieux le tuer !

## Un grand perdant... Le service public !

Parmi les missions de service public que la direction ne veut plus assumer, la présence postale est un autre exemple prégnant. Chaque année, plusieurs centaines de bureaux ferment leurs portes. Officiellement, c'est à cause d'une baisse des activités, notamment des opérations financières. Ne soyons pas dupes, comme à la Distribution, cette chute est orchestrée. Faute de personnel en nombre suffisant, les plus petits bureaux des Secteurs servent de variable d'ajustement. Dans le moins pire des cas, c'est l'ilôt ou le guichet SF qui subissent le même sort. Bien évidemment moins les bureaux sont ouverts, moins ils sont fréquentés. Politiquement, La Poste, avec la complicité parfois involontaire des élu-es, se cache derrière l'arnaque des « points de contact » pour affirmer que le maillage reste identique ! Ironie de l'histoire, le président de La Poste affirme vouloir muter l'activité économique principale sur le créneau bancaire, et il commence par réduire l'accès aux services financiers. Contradictoire ? Pas forcément. Il s'agit de faire de l'activité bancaire mais pas pour tout le monde ! N'est visée qu'une certaine partie de la population,

celle qui n'a plus besoin de se rendre dans les bureaux. Evidemment, cette cible a une surface financière plus intéressante. Toutes les banques, et leurs filiales digitales, se pressent sur cette clientèle, et il n'y en aura pour tout le monde !

## La CDC attendra un retour sur investissement

Dans un tel contexte, ce « rapprochement » confirme les volontés politiques poursuivies par la direction : abandon du service public et ambitions de cibler les niches économiques porteuses : crédits, assurances... La CDC qui devient majoritaire au capital de La Poste ne se contentera sûrement pas de 171 millions de dividendes en 2017. Son retrait de la CNP, qui lui assurait plus de 25 % de son résultat annuel, devra être compensé. Et la stratégie menée depuis des années par La Poste risque de ne pas suffire. Assurer des résultats par des suppressions d'emplois trouve vite ses limites, il faudra leur adjoindre une autre source. Les premiers à en faire les frais seront les personnels du Réseau. La pression ne cessera de peser sur la ligne bancaire (COBAs et CC) avec toujours moins d'actrices et d'acteurs !



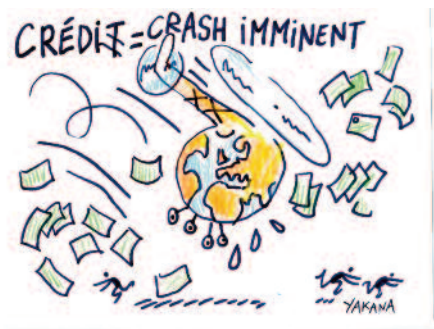
## LBP, nouvel opérateur de bancassurance, vraiment ?

A en croire les différentes déclarations de nos dirigeants et des politiques, repris dans les grands titres de la presse, le mécano financier entre La Poste, la CDC et la CNP représente une aubaine pour la banque, qui serait enfin en mesure de proposer des contrats d'assurances. Ce faux prétexte ne fait pas illusion dans les rangs de la ligne conseil bancaire, qui a toujours commercialisé des contrats d'assurances, principalement ceux de la CNP ! Derrière cette mascarade se cache la volonté de développer un modèle de bancassurance intégré que le Groupe La Poste rêve d'offrir à sa banque depuis longtemps.

L'opération, à grand renfort de millions, ne sera pas sans conséquences sur les Conseiller-es Bancaires. La CDC ne fait pas cadeau de la CNP, et des quelques millions d'euros de bénéfices qui vont avec. Un retour sur investissement sera bien sûr attendu. La pression qui s'exerce déjà sur les COBA ne va faire qu'augmenter. Encore une fois la réussite du projet pèsera essentiellement sur leurs épaules. Il va donc falloir

produire encore et toujours plus, sans que les moyens, notamment en terme d'emplois, ne soient donnés. En l'espace de 2 ans, c'est près de 10% des postes de COFI et COCLI qui ont été supprimés. La vague de recrutement tant annoncée tarde à produire ses effets ! Et les ersatz d'accords signés ces derniers mois n'y changeront rien, les conditions de travail de la LCB sont insupportables.

Didier Moaté, DRH de La Banque Postale et du Réseau, quitte ses fonctions seulement quelques semaines après les annonces autour de la CDC et de la CNP. Sans vouloir jouer les Cassandre, ce discret départ au moment de l'annonce de la création d'un nouvel opérateur de bancassurance interroge. Le capitaine aurait-il préféré quitter le navire, avant le naufrage ?



## Plus d'intérimaires au financier ! ?

Dans une note du 20 juillet émanant de l'Ile-de-France, il est intimé l'ordre aux DR de ne plus positionner les intérimaires sur les guichets ou îlots financiers. La raison : il y aurait une recrudescence de fraudes, selon cette note. Au-delà des raccourcis qui pourraient être faits, il y a un incontournable arithmétique. Plus il y a d'intérimaires, plus le nombre de fautes professionnelles commises par ces collègues augmente ! C'est la même logique que la fréquentation au guichet financier : moins il est ouvert, moins il y a d'opérations financières réalisées. Pas besoin d'avoir la bosse des maths !

Les organisations de travail à flux tendu chamboulent très régulièrement les plannings et entraînent des absences inopinées non remplacées. Sans compter que les volants de remplacement n'existent que sur le papier. Il ne faut plus compter sur les EAR, fonction dont la suppression a été validée par un accord, signé par une grande partie de l'arc syndical...

Donc, cette note va compliquer un peu plus le quotidien des Secteurs ou plutôt des personnels. La direction du Réseau, interpellée sur le sujet, s'enferme dans le mutisme. Des esprits malveillants pourraient penser que cette gestion des intérimaires n'est que l'autre face de la même médaille qui consiste à ne plus ouvrir de guichet financier... La « Banque Citoyenne » qui est encore la seule à avoir du « cash » au comptoir, veut sûrement en finir avec cette « incongruité bancaire » !

## Des accords à tours de bras... et de cochons !

La période 2015-2018 fut marquée par la signature de nombreux accords, de la métamorphose du guichetier en chargé de clientèle accompagnant la mise en place des Secteurs, des chantiers pour les métiers bancaires débouchant sur des textes enfonçant des portes ouvertes, sans oublier la suppression d'une partie des moyens de remplacement, pour finir par un accord (BPS) dont on ne connaît pas le périmètre. Ces trois années furent riches en dialogue social... pour les patrons.

Le dernier est sûrement le plus emblématique des tours de passe-passe. Une fusée à trois étages (strates), avec des mesures différentes selon si on se place à la tête ou en queue. Une chose est sûre, les moyens en personnel ne sont pas au rendez-vous. Et malheureusement, l'actualité récente nous donne raison. Le Secteur de Sarcelles-Cholettes (Val-d'Oise) vient de vivre un conflit de plus de 15 jours. Les collègues se sont élevés contre la mise en place d'une réorganisation qui prévoit la reprise de 2 emplois. Et, heureusement, ce Secteur est dans la strate 1, la crème de l'accord !

N'en déplaise à la direction, les grévistes qui ont repris le boulot avec un renfort le samedi matin ne lâchent pas l'affaire. Ils/elles ont bien l'intention de poursuivre leurs actions, soutenu-es par une intersyndicale (SUD, CGT, FO et UNSA), la population et les élu-es. Dans le dialogue social, tout n'est pas bon... loin de là. Celui du Réseau a le goût rance de la politique d'accompagnement... et de dûpe.

**Les « bons » résultats de 2017 affichés avec fierté par le Groupe La Poste n'ont pas été réalisés au Réseau, de quoi remettre en cause la stratégie de nos dirigeants. Comme depuis des années, ces chiffres en trompe l'oeil reposent en grande partie sur des suppressions d'emplois. Ne soyons pas dupes : derrière les grands projets se cache une privatisation rampante et la course aux profits qui va avec !**